

COUP DE CRAYON : LA CRISE POLITIQUE MALGACHE – Avril 2011 (1ère quinzaine)

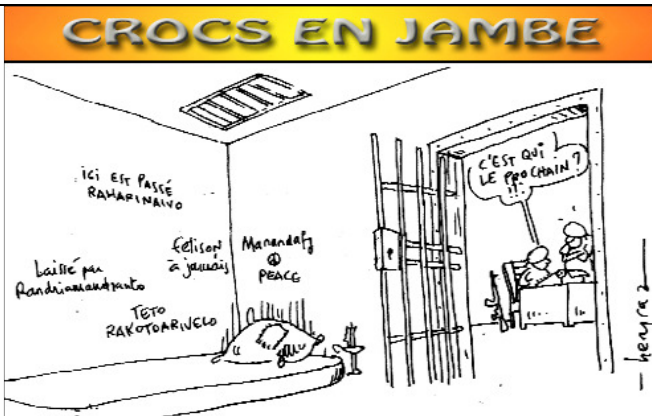
Sources : La Vérité (Ndriana), L'Express (Elisé), Les Nouvelles (Tir en l'air/Ramafa), Courrier de Madagascar (Crocs en jambe et Sarin'ady/Heryraz), Midi Madagasikara (Tchin), La Gazette (Izy), BasyVava (Rabozaka)



01/04/11 – La Gazette - Réunion de la Troïka de la Sadc : l'organe, dirigé par le président zambien Rupiah Banda et ses homologues sud-africain et mozambicain, Jacob Zuma et Armando Guebuza, a planché sur le sort de la Transition à Madagascar au cours d'une réunion, occultée par le dossier zimbabwéen. Aucune information officielle n'a été publiée au terme de cette longue journée. Des rumeurs contradictoires ont circulé sur le sort réservé à la feuille de route de Leonardo Simão. Selon certaine sources, la feuille de route ne serait pas avalisée et le gouvernement dit d'union nationale non reconnu, avec un mauvais point décerné à l'équipe de médiation.



01/04/11 – Les Nouvelles - Réunion de la Troïka de la Sadc. Le verdict se fait attendre...



01/04/11 – Le Courrier – Pratiquement tous les leaders de l'opposition auront été condamnés tour à tour à la prison depuis la prise de pouvoir par la HAT



01/04/11 – BasyVava - Réunion de la Troïka de la Sadc. Le verdict se fait attendre...



02/04/11 – Les Nouvelles - Le Sommet de la Troïka botte en touche. Il s'est contenté de recommander la convocation d'urgence d'un Sommet extraordinaire (sans pour autant avancer la date), afin d'examiner plus amplement le rapport du médiateur de la Sadc. Pour *L'Express*, « le discours ambigu de Livingstone, qui aurait dû fournir des recommandations au Sommet de la Sadc, s'apparente à une tergiversation, à moins d'un défaut de consensus de la part des participants. Il semble encourager les diverses interprétations de la part des protagonistes, risquant de provoquer une nouvelle période de flottement ».



02/04/11 – Midi – Hummer à vitre teintées d'un nouveau ministre.

Toute ressemblance avec un personnage ou un événement n'est qu'une pure coïncidence.



02/04/11 – BasyVava - La Troïka de la Sadc n'a pas tranché sur le cas de la Grande Ile. Elle recommande la tenue d'urgence d'un Sommet extraordinaire. Le communiqué final, rédigé en langage diplomatique, joue sur des non-dits et donne lieu à des interprétations contradictoires. Le pouvoir croit y lire la légitimation de son action et l'ambassadeur de France déclare à l'occasion d'un point de presse tenu avec la ministre des Affaires étrangères, Yvette Sylla, que : « la feuille de route est bien acquise ». Pour plusieurs observateurs, la Sadc a botté en touche par défaut de consensus. Le sort de la feuille de route négociée par Leonardo Simão est encore incertain.



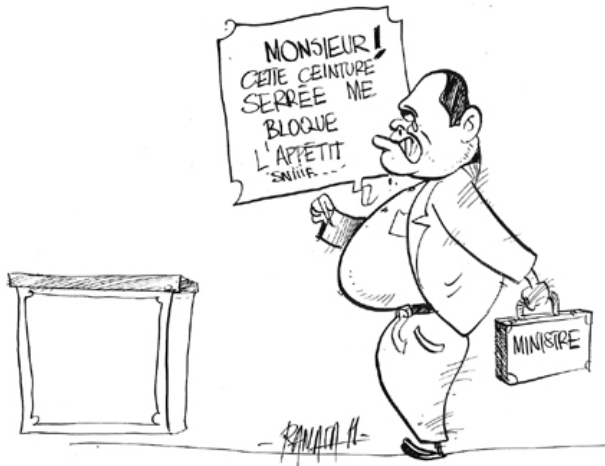
04/04/11 – Le Courrier – Le communiqué ambigu de la Troïka de la Sadc laisse ouvert la voie à des interprétations contradictoires. Le régime a été conforté dans son approche par Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, qui déclare : « la feuille de route est bien acquise ». Ce dernier a accepté de tenir un point de presse conjoint avec le nouveau chef de la diplomatie, Yvette Sylla. La diplomatie française est une nouvelle fois suspectée d'agir en coulisse en faveur du régime.



06/04/11 – Madagate – « Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana, Zafy Albert, ennemis d'avant... Comique, sûrement, mais voilà ce qui risque de se passer à Madagascar si ça continue »
(Caricature parue à la Une du quotidien l'Observateur du 5 avril 2011)



08/04/11 – L'Express



08/04/11 – Les Nouvelles – Les ministres soumis aux restrictions. Le premier Conseil des ministres de la nouvelle équipe gouvernementale a fixé une douzaine de règles très strictes auxquelles les ministres devront désormais se conformer pour la gestion financière de leur département. Les membres du gouvernement ont « d'une manière unanime, décidé d'abaisser de l'ordre de 25% leurs salaires » (sans que le montant de ces émoluments soit divulgué !), une mesure prise « au nom de l'intérêt supérieur de la Nation » et ce, « consécutivement à la sollicitation du président de la HAT ».

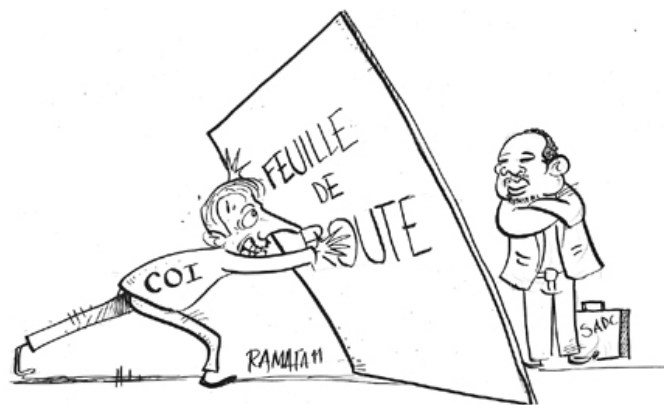


08/04/11 – La Gazette - Les ministres soumis aux restrictions, « au nom de l'intérêt supérieur de la Nation » et ce, « consécutivement à la sollicitation du président de la HAT ».

Pour Tribune, « ces recommandations du président de la HAT arrivent comme le médecin après la mort. Près des trois quarts de la population se débat dans la pauvreté et la misère. Et plus d'uns s'interrogent : où sont partis les 250 millions de dollars tant vantés comme étant le résultat de la politique d'austérité et de restriction budgétaire de l'année 2010 ? ».



08/04/11 – Le Courrier - La Turquie renforce sa coopération avec Madagascar. Son ambassadeur annonce la mise en place de deux centres de formation de formateurs en artisanat. Pour appuyer le secteur privé malgache, les opérateurs sont conviés à la 4ème Conférence des Nations Unies sur les PMA, qui se tiendra à Istanbul du 9 au 13 mai. Un partenariat dans le secteur aérien a été lancé pour la



09/04/11 – Les Nouvelles - Une forte délégation de la COI en soutien à la feuille de route de la Sadc. La visite de la délégation de la COI à Andry Rajoelina est venue confirmer l'adhésion de l'organisation au processus défini par la feuille de route. Le ministre des Affaires étrangères mauricien,

modernisation de la flotte d'Air Madagascar, dont la sécurité de ses appareils fait débat au sein de l'UE. Un projet de construction immobilière de standing est lancé. Des actions sont également annoncées en matière de santé et d'éducation. La ministre des Affaires étrangères, Yvette Sylla, a mis en exergue le fait que la Turquie est parmi les tous premiers pays à avoir soutenu « le peuple malgache » au plus fort de la crise politique et avoir reconnu « de fait » le nouveau régime.

Arvin Boolell, chef de délégation, était accompagné de Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France. Pour le quotidien, après 2 ans d'impasse dans les négociations avec les médiateurs africains, « une proximité de culture et le partage de l'identité indianocéanienne, ainsi que l'usage du français comme même langue de travail, devraient faciliter cette implication plus grande de la COI » dans la recherche d'une véritable issue à la crise qui ne laisse pas de séquelles comme lors des crises précédentes de 1972, 1991 et 2002.



09/04/11 – Le Courrier - La visite de la délégation de la COI à Andry Rajoelina est venue confirmer l'adhésion de l'organisation au processus défini par la feuille de route. Tribune fait observer que « Maurice dépend pour beaucoup de Madagascar qui est perçu comme un champ d'expansion et d'épanouissement de ses activités, aussi bien dans les secteurs des services que dans les secteurs industriel et agricole ». La Gazette rappelle qu'« à la fin des années 90 lors de la mise en place de l'AGOA, ce sont les Mauriciens qui se sont mobilisés pour l'adhésion de Madagascar. Aujourd'hui, le même lobby textile et les opérateurs mauriciens intervenant dans les autres secteurs se mobilisent pour la levée des sanctions contre Madagascar et partant, contre leurs affaires. [...] Intéressé ou non, le soutien mauricien est, en tout cas, apprécié »



11/04/11 – Les Nouvelles - A son départ d'Antananarivo la délégation de la COI confirme son engagement à soutenir le processus de sortie de crise de la Sadc. Arvin Boolell, ministre des Affaires étrangères de Maurice, a affirmé que « la feuille de route est incontournable dans le processus de sortie de crise » et que « la classe politique n'a pas le droit de tenir en otage le peuple malgache ». La Transition met tous ses espoirs dans le lobbying de Maurice et de la COI pour convaincre les pays africains de la Sadc à valider la feuille de route.



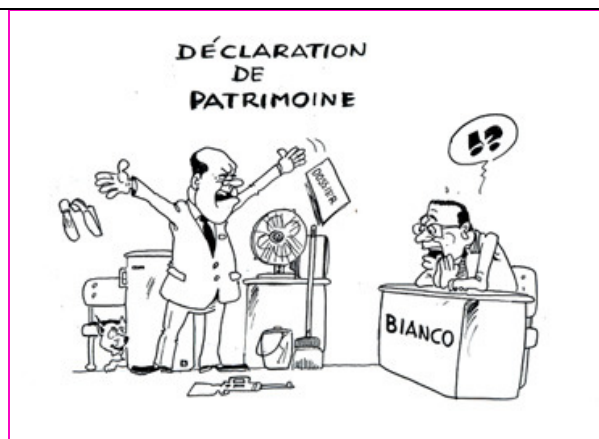
11/04/11 – Midi – Les ministres soumis aux restrictions. Le premier Conseil des ministres de la nouvelle équipe gouvernementale a fixé une douzaine de règles très strictes auxquelles les ministres devront désormais se conformer pour la gestion financière de leur département. Pour *L'Express*, il n'est cependant pas exclus que ces mesures aient été décidées pour lutter contre des gaspillages constatés, ce que laissent entendre certains ministres. « « *La HAT prend ainsi les taureaux par les cornes face à l'appétit exubérant, à la conduite cavalière de certains nouveaux ministres qui arrivent sur leurs grands chevaux. Ils sont désormais soumis à un régime d'ascète. Certains risquent ainsi de perdre du poids d'ici six mois alors que leurs prédécesseurs ont doublé de menton et de mandibule durant la même période tout en se dotant de manoirs de luxe, des 4x4 de cheik* »



11/04/11 – La Vérité – Le ministre des Affaires étrangères de Maurice, président en exercice de la COI, s'engage à défendre la position de la Transition lors du prochain Sommet extraordinaire de la Sadc qui doit décider du sort de la feuille de route rejetée par les 3 mouvances.



11/04/11 – Le Courrier – Madagascar ne sait plus où en donner de la tête parmi tous les médiateurs qui se proposent pour trouver une issue à la crise (Sadc, COI, Maurice, OIF...)



13/04/11 – La Vérité - Tous les ministres ont déclaré leur patrimoine au Bianco. Le quotidien *Les Nouvelles* relativise l'évènement : « *Il y a quand même une ombre au tableau. Une ombre qui risque de masquer la transparence recherchée car jusqu'ici, à part les milieux avisés, personne ne sait combien touchent exactement ces hauts commis de l'Etat. Par ailleurs, on ne sait pas non plus de quoi est composé le patrimoine de chacun de ces intéressés. Seul le Bianco le sait. [...] Apparemment, le président de la République ne semble pas concerné par cette disposition. Cela s'explique par le fait qu'une obligation de déclaration de son patrimoine lui est imposée au moment du dépôt de son dossier de candidature à l'élection présidentielle. Ce qui n'est pas le cas de l'actuel président de la HAT... même s'il est censé assumer les responsabilités de chef de l'Etat et du président de la République* ». L'éventualité d'une déclaration de patrimoine pour les membres du CST et du CT fait son chemin. Un accord de principe aurait été trouvé. Rares sont les « *parlementaires* » qui expriment des réserves.